

# Des idées pour redevenir compétitif

**Porc** La compétitivité économique des élevages est le credo du groupement Porélia qui ne croit pas aux « mirages » de la contractualisation, de la différenciation par les signes de qualité.



Le bureau de Porélia entouré de François Pot, président, et Jacques Guéguen, directeur.

➤ Coïncidence fortuite, coïncidence heureuse ? L'assemblée générale de Porélia se tient aujourd'hui, le même jour que le congrès de la FNP à Ploërmel. Pour le groupement qui « privilégie l'économique à tout autre chose », c'est très bien comme cela. Cette coïncidence évitera aux responsables d'entendre des discours auxquels ils n'y croient pas. Comme cette thématique de la contractualisation. « *Vendre un cochon au MPB, c'est un contrat* », coupe court François Pot, président qui veut bien accorder une minute d'attention à cette réflexion « *si quelqu'un nous propose un contrat à 1,70 €/kg ou un cochon à 200 €* ». Et Pierrot Rannou, membre du bureau, d'en imaginer immédiatement l'issue : « *Qui peut croire que l'aval va nous donner 20 ct/kg. On croit rêver d'entendre de tels discours* ».

## Vitale mention d'origine

Pour les responsables du groupement, la réponse à la crise ne se trouve pas dans cette voie. Surtout quand on a affaire à « un commerce de viande de porc libéral avec des

règles du jeu différentes entre pays ». Déjà en Europe : « *Le temps de déposer un dossier en France, les Allemands ont déjà construit leur bâtiment* », cite François Pot qui fustige aussi les subventions accordées à l'investissement en Espagne. Avec cette question :



**SI RIEN NE CHANGE, NOUS SERONS RAYÉS DE LA CARTE COMME LE CHARBON DANS LE NORD.**

« *Et en France ? Que fait la France pour que ses éleveurs, cités parmi les meilleurs professionnels du porc en Europe, retrouvent de la compétitivité ? Nos politiques ne jouent pas leur rôle alors que l'élevage est une source importante d'activité et d'emploi pour les territoires* ». Il avertit : « *Si rien ne change, nous serons rayés de la carte comme fut le charbon dans le Nord de la France* ».

Dans ce contexte de distorsion de concurrence, l'origine des viandes figure au rang des solutions plaide le groupement. « *Elle fait partie de notre porte de sortie* », indique le président qui attribue une mention « *très bien* » aux jeunes agriculteurs finistériens initiateurs de l'étiquetage « *viande de nulle part* ». Cette demande insistante de mentionner l'origine avait déjà été au cœur de l'assemblée générale de 2013, avec en corollaire, un différend avec l'interprofession. Deux ans plus tard, le groupement remet le couvert. Le sujet sera à nouveau au centre de

l'assemblée avec une table ronde consacrée à l'importance des mentions d'origine. « *Pour valoriser le cochon de chez nous, sans artifices qui peuvent être les signes distinctifs de qualité qui ne sont que des bouts de ficelle pour attacher les producteurs aux industriels et aux groupements. Car dans le fond quelle différence y a-t-il entre deux cochons bretons ?* » Didier Le Du

## DIMINUER LE COÛT ALIMENTAIRE AVEC LA FAF

Depuis 2008, le prix payé a couvert le prix de revient seulement 2 années sur 7. En 2014, le « *taux de couverture* » était de 96,8 % (prix payé : 1,487 € ; prix de revient : 1,535 €). Pour gagner en compétitivité, le groupement incite les éleveurs à travailler l'économique

avant d'afficher seulement des performances techniques qui parfois coûtent cher. « *Les éleveurs de notre groupement affichent un coût aliment/100 kg inférieur de 5 € et un prix de l'aliment inférieur de 16 €/t par rapport à l'ensemble de la Bretagne (source Ifip). Un résultat*

à lier entre autres au fort développement de la Faf », explique Jacques Guéguen, directeur, qui souligne la poursuite des investissements dans cette direction : « *En 2014, les éleveurs ont créé 5 400 m<sup>3</sup> de stockage supplémentaire* ».